

Interview de Jean-Claude Juncker (Luxembourg, 27 janvier 2011) – Extrait: la Conférence intergouvernementale sur l'Union économique et monétaire

Source: Interview de Jean-Claude Juncker / JEAN-CLAUDE JUNCKER, Elena Danescu, prise de vue : Alexandre Germain.- Luxembourg: CVCE [Prod.], 27.01.2011. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:06:17, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_jean_claude_juncker_luxembourg_27_janvier_2011_extrait_la_conference_intergouvernementale_sur_l_union_economique_et_monetaire-fr-e7201998-d9e9-4662-ba7d-367e6c37c81e.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Interview de Jean-Claude Juncker (Luxembourg, 27 janvier 2011) – Extrait: la Conférence intergouvernementale sur l'Union économique et monétaire

[Elena Danescu] Quels furent les points ou les moments les plus sensibles au cours des travaux de la conférence intergouvernementale sur l'Union économique et monétaire?

[Jean-Claude Juncker] Moi, j'ai présidé, comme je vous l'ai dit, pendant six mois la conférence intergouvernementale. Et, bien sûr, j'ai assisté aux réunions de la conférence intergouvernementale pendant le deuxième semestre de l'année 1991, sous présidence néerlandaise où mon ami et futur Premier ministre néerlandais Wim Kok dirigeait les travaux. Enfin, nous étions très souvent ceux qui y croyaient et nous étions très peu nombreux au début désespérés de voir que les choses n'avançaient pas avec la célérité venue. Il y avait tellement de difficultés à vaincre, tellement de résistances à dominer que ce fut pendant cette année 1991 et notamment pendant la période du premier semestre 1991 où je présidais les travaux que nous travaillions avec acharnement chaque jour à la mise en place du traité de Maastricht. Moi, je me rappelle que le moment où j'ai dû jeter le pont entre les conceptions allemande représentée par Kohl et par son ministre des Finances Waigel et française représentée par le président Mitterrand et son ministre des Finances Pierre Bérégovoy fut un moment où parfois je me disais que je n'y arriverais pas. Parce que les conceptions allemande et française divergeaient sur de très nombreux points et notamment sur la plus ou moins grande indépendance qu'il faudrait que l'on accorde à la Banque centrale européenne, idée de l'indépendance de l'autorité monétaire totalement étrangère aux traditions de la France. Idée absolument nécessaire aux yeux des Allemands, qui transportait la tradition d'après-guerre allemande. Jean-Claude Trichet, qui était directeur du Trésor au ministère des Finances français, d'ailleurs n'aimait pas beaucoup l'idée de l'indépendance de la Banque centrale européenne. Il faut dire qu'il a bien appris sa leçon depuis. Un autre moment difficile fut celui où, en mai 1991 à Luxembourg, lors d'un conseil informel du ministre des Finances, j'ai proposé pour la première fois l'opting out britannique, qui fut une idée jusqu'à ce jour inconcevable, puisque l'idée, en fait, était que tous les membres de l'Union européenne, de ce qui allait devenir l'Union européenne, fassent partie de la zone monétaire. J'avais préparé l'introduction de cette idée dans les débats, dans les réunions particulières avec les gouvernements néerlandais, français et allemand qui étaient les principaux acteurs de la conférence intergouvernementale, tout comme avec le gouvernement italien dont le ministre du Trésor à l'époque était monsieur Guido Carli. Et j'ai dû le faire parce que les Britanniques avaient un autre plan dont on ne parle plus. Ils voulaient introduire une monnaie parallèle, une hard currency, un plan concocté par mon ami John Major, sous l'égide encore de Margaret Thatcher. Margaret Thatcher, qui a démissionné pendant l'année 1991, et qui fut remplacée par John Major qui est devenu Premier ministre. Et comme je ne voulais pas que les autres gouvernements tombent amoureux de cette idée britannique, et comme je ne voyais pas comment on pouvait concilier les idées que nous avons, Waigel, Bérégovoy, Maystadt, le ministre des Finances belge, Kok le ministre des Finances néerlandais, tout comme leur président, Premier ministre et chancelier, je me devais de balayer cette idée britannique de la table. Et comme je ne pouvais pas, comme je viens de le dire, concilier les idées britanniques et les idées continentales, si j'ose dire, il fallait trouver un moyen pour enlever de l'importance au problème britannique. Et le seul moyen pour enlever de l'importance au problème britannique et pour les Européens du continent et pour les Britanniques, était d'offrir cet opting out aux Britanniques. Idée qui fut immédiatement reprise par Jacques Delors avec lequel j'avais bien sûr préparé cette affaire. C'est d'ailleurs l'opting out britannique qui, pendant des mois, alors que je l'avais inventé, a connu une certaine réputation en Allemagne comme étant le plan Delors. Ce ne fut pas le plan Delors. Ce fut le mien! Jacques Delors sera le premier à vous le concéder puisqu'il décrit le déroulement exact des choses dans ses mémoires. Mais ce fut en fait le seul moyen pour avancer. Je me rappellerai toujours que le chancelier de l'Échiquier, monsieur Norman Lamont, est venu me voir avant la fin de la réunion pour me dire qu'il ne faudrait pas que vers l'extérieur je dise que j'aurais proposé l'opting out pour les Britanniques parce que, disait-il, «pour le gouvernement britannique, c'est la bonne idée, mais le moment pour la lancer est mauvais parce que nous voulions pouvoir l'annoncer comme une victoire britannique à la fin de la conférence intergouvernementale en novembre, décembre». Ce qui fit que je n'ai rien dit à la presse, monsieur Delors a expliqué la chose. Ce qui avait pour résultat que cette idée a pendant un certain moment porté son nom, mais d'ailleurs elle a beaucoup gagné à porter son nom, parce que pouvoir présenter l'idée de l'opting out comme étant aussi l'idée de monsieur Delors aidait beaucoup au Parlement européen et ailleurs pour faire accepter cette anomalie en fait qui consiste à dire à un État membre qu'il n'est pas obligé de suivre la volonté commune des autres.